

Tribunal administratif du Québec

INDÉPENDANCE
INTÉGRITÉ
COMPÉTENCE
ENGAGEMENT
RESPECT

Étude des crédits **2024 – 2025**

Renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.01	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 : a. les endroits et dates de départ et de retour; b. la copie des programmes et rapports de mission; c. les personnes rencontrées; d. le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e. les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f. Pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g. la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant : i. les détails de ces ententes; ii. les résultats obtenus à ce jour; h. les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	1
G.02	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 : a. les raisons du déplacement; b. l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c. les coûts ventilés;	2
G.03	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a. la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025; b. les noms des firmes de publicité retenues; c. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d. le but visé par chaque dépense; e. dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f. les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie. g. la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h. le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	3
G.04	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b. le but visé par chaque dépense; c. le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d. si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; f. le but visé par chaque dépense; g. le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h. si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; j. le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l. la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m. le but visé par chaque dépense; n. le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o. si l'événement s'est tenu virtuellement.	4
G.05	Liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ; b. le but recherché par chaque dépense ; c. nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 ; e. le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f. le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g. la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h. le but visé par chaque dépense; i. nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	5

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.06	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les noms du professionnel ou de la firme; b. les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c. le détail des travaux ou services effectués (but visé); d. la date d’octroi du contrat; e. le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f. l’échéancier; g. dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.</p>	6
G.07	<p>Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la liste des soumissions et le montant de chacune; b. la grille d’évaluation des soumissions; c. le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d. le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat; <p>le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.</p>	12
G.08	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. liste de toutes les ressources œuvrant au sein d’un ministère ou d’un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b. le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c. le sommaire de tout contrat octroyé pour l’embauche de ces consultants; d. le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e. une description de son mandat; f. la date de début de son contrat; g. la date prévue de fin de son contrat; h. sa rémunération annuelle. 	13
G.09	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l’exercice financier 2023-2024, au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le nom du projet; b. la nature du projet; c. l’échéancier initial (et revu s’il y a lieu); d. le montant initialement prévu pour l’ensemble du projet; e. les plus récentes évaluations du coût du projet; f. les coûts engendrés jusqu’à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g. l’estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h. les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu’à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d’octroi, le montant et les dates; i. le pourcentage de réalisation jusqu’à ce jour; j. le nombre d’employés (ETC) affectés à ce projet; k. le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l’organisme et les firmes externes pour ces consultants; l. indiquer si l’étude d’opportunité évaluant les possibilités qu’offre le logiciel libre a été réalisée, comme l’exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m. nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024. 	14

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a. les coûts estimés par année ; b. les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c. les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d. la liste des fournisseurs; e. une copie du plan de déploiement.	15
G.11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a. la photocopie; b. le mobilier de bureau; c. l'ameublement; d. la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e. le distributeur d'eau de source; f. le remboursement des frais de transport; g. le remboursement des frais d'hébergement; h. le remboursement des frais de repas; i. le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j. l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i. a) au Québec; ii. b) à l'extérieur du Québec.	16
G.12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a. le coût des contrats téléphoniques; b. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d. les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e. le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f. le coût d'acquisition des appareils; g. le coût d'utilisation des appareils; h. les noms des fournisseurs; i. les ordinateurs portables; j. les iPad ou autre type de tablette électronique.	17

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : <ul style="list-style-type: none"> - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h. le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m. le nombre d'employés permanents et temporaires; n. le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; o. le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q. le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région. 	18
G.14	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b. le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c. le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats. 	21
G.15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. l'emplacement de la location; b. la superficie totale pour chaque local loué; c. le coût total de ladite location; d. les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e. la durée du bail; f. propriétaire de l'espace loué; g. en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h. la superficie totale réellement occupée; i. la superficie inoccupée; j. le coût de location au mètre carré; k. les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant. 	22

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir : a. la liste des actifs excédentaires inoccupés; b. la valeur estimée de ceux-ci; c. les coûts d'entretien annuel; d. le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	24
G.17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a. les dates des travaux; b. les coûts; c. le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	25
G.19	Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024 par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a. le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b. la circonscription électorale; c. le montant attribué; d. le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	26
G.22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a. par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b. par catégorie d'âge; c. prévisions pour 2024-2025.	27
G.24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement : a. le coût de chacun; b. le fournisseur; c. la nature du service; d. s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	28
G.25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	29
G.26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a. le nom du site Web; b. le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c. les coûts de construction du site; d. les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e. les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f. le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g. nombre de visiteurs uniques mensuellement; h. les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i. la fréquence moyenne de mise à jour; j. le responsable du contenu sur le site.	30
G.30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	31
G.32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement pour 2023-2024 et les projections pour l'année 2024-2025.	32

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	51
G.34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	52
G.36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	53
G.37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	54
G.40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a. la dépense totale (opération et capital); b. les grands dossiers en cours; c. le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d. préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e. le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	56
G.41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	58
G.42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a. la dépense totale relative au paiement des cotisations; b. la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c. le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	60
G.43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a. La date ; b. La nature ; c. Les questions posées ; d. Les réponses ; e. La firme retenue ; f. Les coûts.	61
G.49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	62
G.50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	
G.51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	63
G.52	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 : a. les sommes dépensées; b. les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	65

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.55	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer : a. le lieu; b. le coût; c. la ou les dates de participation; d. le nombre de participants; e. le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f. le nom de la formation ou de l'activité.	44
G.56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 : a. la liste de tous les concours et tirages réalisés; b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d. la liste des concours qui ont pris fin.	45
G.57	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024: a. le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d. le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	46
G.58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a. le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b. le type d'incidents; c. les sommes dépensées en gestion des incidents.	47
G. 59	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages: a. nombre de stagiaires reçus; b. heures de stages effectués; c. rémunération totale déboursée.	48
G.71	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a. le nombre d'autorisations; b. le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c. le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d. le montant accordé; e. les motifs de la demande.	49
G. 72	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 : a. le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b. le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c. le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d. le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	50
G.74	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	51

N.B. À moins d'indication contraire, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 29 février 2024.

<div>Question</div> <div>G01</div>	<div>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :</div> <div><div>A. les endroits et dates de départ et de retour;</div><div>B. la copie des programmes et rapports de mission;</div><div>C. les personnes rencontrées;</div><div>D. le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</div><div>E. les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</div><div>F. pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;</div><div>G. la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :<div><div>i. les détails de ces ententes;</div><div>ii. les résultats obtenus à ce jour;</div></div></div><div>H. les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</div></div>
------------------------------------	--

Aucun.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G02	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2023-2024.</p> <p>A. les raisons du déplacement ; B. l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; C. les coûts ventilés.</p>

Aucun.

Question **G03**

- Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
- A. la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025;
 - B. les noms des firmes de publicité retenues;
 - C. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - D. le but visé par chaque dépense;
 - E. dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
 - F. les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
 - G. la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
 - H. le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l’atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l’impact de la campagne.

Aucune.

Question G04

- Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :
- Par le cabinet ministériel :
- A. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
 - B. le but visé par chaque dépense;
 - C. le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - D. si l'événement s'est tenu virtuellement.
- Par le ministère ou l'organisme :
- E. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
 - F. le but visé par chaque dépense;
 - G. le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - H. si l'événement s'est tenu virtuellement.
- Par un professionnel ou par une firme externe :
- I. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
 - J. le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - K. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - L. la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - M. le but visé par chaque dépense;
 - N. le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - O. si l'événement s'est tenu virtuellement.

Aucune.

Question **G05**

La liste des dépenses en formations de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

- Organisées par le ministère ou l'organisme :
- A. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
 - B. le but recherché par chaque dépense;
 - C. nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

- Données par un professionnel ou une firme externe :
- D. les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
 - E. le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - F. le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - G. la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - H. le but visé par chaque dépense;
 - I. nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisées par le ministère ou l'organisme

Aucune.

Données par un professionnel ou une firme externe

Sommes dépensées	Nom de la firme	Mode d'octroi du contrat	Liste des noms et fournisseurs	But	Nombre de formations et liste de formations
5 513 \$	Morin Relations publiques	Gré à gré	François Morin Sébastien Trottier	Formation en communication publique	1

Question **G06**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

A. les noms du professionnel ou de la firme;
B. les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
C. le détail des travaux ou services effectués (but visé);
D. la date d’octroi du contrat;
E. le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
F. l’échéancier;
G. dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
2867-3598 Québec inc. (Julien-Leblanc Traiteur)	Services professionnels	Gré à gré	11 726 \$
3098-6145 Québec inc. (Hôtel Universel, Alma)	Location d’espace	Gré à gré	560 \$
3098-6145 Québec inc. (Hôtel Universel, Alma)	Location d’espace	Gré à gré	2 500 \$
3866882 Canada inc. (Best Western Plus, Mont-Laurier)	Location d’espace	Gré à gré	1 200 \$
6847803 Canada inc. (Ducharme & Cie)	Formation	Gré à gré	9 800 \$
9058-7726 Québec inc. (Auberge Godefroy)	Location d’espace et services d’un traiteur	Gré à gré	3 870 \$
9134-8052 Québec inc. (Hôtel Albert par G5)	Services techniques	Gré à gré	230 \$
9177-2541 Québec inc. (Hôtel Courtyard Marriott, Montréal)	Location d’espace et services d’un traiteur	Gré à gré	10 396 \$
9181-1943 Québec inc. (Bistro Évolution)	Service d’un traiteur	Gré à gré	1 607 \$
9240-6388 Québec inc. (Galerie-Atelier Robert Roy)	Services professionnels	Gré à gré	8 300 \$
9341-7608 Québec inc. (Delta Saguenay)	Location d’espace	Gré à gré	1 800 \$
9343-0114 Québec inc. (Centre des congrès de Saint-Hyacinthe)	Location d’espace	Gré à gré	2 800 \$
9390-4027 Québec inc. (Quality Hôtel, Saint-Jean-sur-Richelieu)	Location d’espace	Gré à gré	1 800 \$
9397-6330 Québec inc. (Groupe Contex)	Services professionnels	Gré à gré	3 065 \$
9403-7348 Québec inc. (Danielle Lavoie)	Services professionnels	Gré à gré	24 050 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **G06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
9409-3713 Québec inc. (Hôtel Le Victorin)	Location d'espace	Gré à gré	450 \$
9409-3713 Québec inc. (Hôtel Le Victorin)	Location d'espace	Gré à gré	450 \$
9425-0131 Québec inc (Saint-Amand)	Services d'un traiteur	Gré à gré	2 736 \$
Académie Sylbert inc.	Formation	Gré à gré	3 880 \$
Adrien Côté	Location d'équipements	Gré à gré	800 \$
Alain Tardif Photographie inc.	Services professionnels	Gré à gré	2 422 \$
Alain Tardif Photographie inc.	Services professionnels	Gré à gré	2 880 \$
Association des médecins psychiatres du Québec (AMPQ)	Location d'espace	Gré à gré	3 000 \$
Autobus Fleur de lys	Services techniques	Gré à gré	3 300 \$
Autobus Ménard	Services techniques	Gré à gré	2 700 \$
Best Western, Saint-Jérôme	Location d'espace	Gré à gré	1 350 \$
Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)	Location d'espace	Gré à gré	1 612 \$
Cégep de Baie-Comeau	Location d'espace	Gré à gré	100 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	1 070 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	2 400 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	575 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	2 300 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	575 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	2 300 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	2 300 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	585 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	575 \$
Château Joliette inc.	Location d'espace	Gré à gré	2 400 \$
Comnet Technologie inc	Services techniques	Gré à gré	140 \$
Connex Québec inc.	Achats autres	Gré à gré	325 \$
Cyberimpact inc.	Services professionnels	Gré à gré	90 \$
Dominic Boisclair	Location d'équipement	Gré à gré	1 350 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question	G06	Suite	
Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Dr Alexis Beauchamp-Chatel	Services professionnels	Gré à gré	10 000 \$
Dr Sylvain Faucher inc.	Conférencier	Gré à gré	2 000 \$
Dr Sylvain Faucher inc.	Conférencier	Gré à gré	1 000 \$
DTL-MISYS Informatique inc.	Acquisition de matériel informatique	Gré à gré	3 650 \$
ESI Technologies de l'information inc.	Acquisition de matériel informatique	Gré à gré	16 443 \$
Formation linguistique Global Lingua inc.	Services professionnels	Gré à gré	7 488 \$
Formation prévention secours	Formation	Gré à gré	9 216 \$
François Morin Relations publiques inc.	Services professionnels	Gré à gré	12 250 \$
François Morin Relations publiques inc.	Services professionnels	Gré à gré	24 500 \$
GBBQ	Service d'un traiteur	Gré à gré	2 932 \$
Gestion Hôtel Blainville inc. (Grand Hôtel Times, Blainville)	Location d'espace	Gré à gré	3 200 \$
Gestion Hôtel Drummond inc.	Location d'espace et service d'un traiteur	Gré à gré	13 600 \$
Globe Multimédia	Services techniques	Gré à gré	18 120 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	1 780 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	1 980 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	1 880 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	1 880 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	1 625 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	1 980 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	495 \$
Hôtel Carrefour Saint-Jérôme inc. (Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	1 980 \$
Hôtel Castel inc.	Location d'espace	Gré à gré	990 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question	G06	Suite
----------	-----	-------

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Hôtel Castel inc.	Location d'espace	Gré à gré	1 360 \$
Hôtel Delta Saguenay et Centre des Congrès ou 9341-7608 Québec inc. (Delta, Saguenay)	Location d'espace	Gré à gré	525 \$
Hôtel du Nouveau Forum inc. (Hôtel Best Western, Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	4 240 \$
Hôtel du Nouveau Forum inc. (Hôtel Best Western, Saint-Jérôme)	Location d'espace	Gré à gré	530 \$
Hôtel Le Montagnais	Location d'espace	Gré à gré	1 065 \$
Hôtel Le Montagnais	Location d'espace	Gré à gré	125 \$
Hôtel Le Montagnais	Location d'espace	Gré à gré	510 \$
Hôtel Moco	Location d'espace	Gré à gré	1 700 \$
Hôtel Plaza Valleyfield	Location d'espace	Gré à gré	850 \$
Hôtel Plaza Valleyfield	Location d'espace	Gré à gré	850 \$
Hôtel Plaza Valleyfield	Location d'espace	Gré à gré	6 800 \$
Hôtel Plaza Valleyfield	Location d'espace	Gré à gré	3 400 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	3 040 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	3 040 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	2 360 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	1 400 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	590 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	2 115 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	3 040 \$
Hôtels Highland Park inc. (Delta, Sherbrooke)	Location d'espace	Gré à gré	760 \$
Humance inc.	Formation	Gré à gré	16 350 \$
La Firme 9312-1002 Québec inc. (Domaine Cataraqui)	Acquisition et services professionnels	Gré à gré	2 856 \$
La Presse inc	Acquisition de matériel et d'équipement de bureau	Gré à gré	6 074 \$
La Saguenéenne	Location d'espace	Gré à gré	1 045 \$
Lavery, de Billy, Société en nom collectif à responsabilité limitée	Service juridique	Gré à gré	2 400 \$
LE 1620 inc. (Hôtel Delta, Trois-Rivières)	Location d'espace et service d'un traiteur	Gré à gré	6 180 \$
LE 1620 inc. (Hôtel Delta, Trois-Rivières)	Location d'espace et service d'un traiteur	Gré à gré	1 750 \$

Question	G06	Suite	
Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Le 1620 inc. (Hôtel Delta, Trois-Rivières)	Location d'espace	Gré à gré	6 750 \$
Le Castel 1954 inc.	Location d'espace	Gré à gré	1 650 \$
Le Georgesville inc.	Location d'espace	Gré à gré	175 \$
Le Groupe Smoking BBQ	Service d'un traiteur	Gré à gré	2 484 \$
Le Petit Manoir du Casino inc.	Location d'espace	Gré à gré	2 125 \$
Le Rouge Vin inc.	Location d'espace	Gré à gré	1 100 \$
Le Rouge Vin inc.	Location d'espace	Gré à gré	275 \$
Le Rouge Vin inc.	Location d'espace	Gré à gré	1 500 \$
Le Rouge Vin inc.	Location d'espace	Gré à gré	2 000 \$
Le Rouge Vin inc.	Location d'espace	Gré à gré	525 \$
Le Royer et Fils inc.	Acquisition de matériel et d'équipement de bureau	Gré à gré	4 469 \$
Le Royer et Fils inc.	Acquisition de matériel et d'équipement de bureau	Gré à gré	1 324 \$
Les Glaceurs	Service d'un traiteur	Gré à gré	931 \$
Les Immeubles J.C. Milot inc. (Hôtel Le Dauphin, Drummondville)	Location d'espace et service d'un traiteur	Gré à gré	4 335 \$
Lineaire Infographie inc.	Services techniques	Gré à gré	282 \$
Me Sylvette Guillemard	Conférencier	Gré à gré	500 \$
MindBeacon	Services professionnels	Gré à gré	11 556 \$
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	Services professionnels technologiques	Gré à gré	260 \$
Morency, Société d'avocats, S.E.N.C.R.L	Services professionnels	Gré à gré	17 800 \$
Novexco inc. « Hamster »	Acquisition de matériel et d'équipement de bureau	Gré à gré	460 \$
P. Aubut serruriers	Acquisition de matériel et d'équipement de bureau	Gré à gré	83 \$
Propulsion RH	Formation	Gré à gré	5 500 \$
Publicité JL inc.	Acquisition de matériel et d'équipement de bureau	Gré à gré	3 563 \$
Quality Suites de Drummondville	Location d'espace	Gré à gré	870 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Services professionnels	Gré à gré	3 540 \$
Signé François Roy inc.	Acquisition de matériel et d'équipement de bureau	Gré à gré	2 298 \$
Solotech inc. (1162827803)	Services techniques	Gré à gré	1 255 \$

Question	G06	Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Solutions & Co. (Le Groupe FormaCRO inc.)	Formation	Gré à gré	8 285 \$
Tidan inc. (La Saguenéenne)	Location d'espace	Gré à gré	150 \$
Ville de Mont-Laurier	Location d'espace	Gré à gré	50 \$
Wolters Kluwer	Acquisition de licences	Gré à gré	8 803 \$
TOTAL			435 200 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le site Internet du SEAO (système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec) : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

<div>Question</div> <div>G07</div>	<div>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</div> <div><div>A. la liste des soumissions et le montant de chacune;</div><div>B. la grille d'évaluation des soumissions;</div><div>C. la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</div><div>D. le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</div><div>E. le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</div></div>
------------------------------------	--

L'information fournie en réponse à cette question est disponible sur le site Internet du SEAO (système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec) : <https://www.seao.ca/>.

<div>Question G08</div>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none">A. la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;B. le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);C. le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;D. le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;E. une description de son mandat;F. la date de début de son contrat;G. la date prévue de fin de son contrat;H. sa rémunération annuelle.
--------------------------------	--

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le site Internet du SEAO (système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec) : <http://www.seao.ca/>. De plus, les engagements financiers de 25 000 \$ et plus feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **G09**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2023-2024, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- A. le nom du projet;
- B. la nature du projet;
- C. l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- D. le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- E. les plus récentes évaluations du coût du projet;
- F. les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- G. l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- H. les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- I. le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- J. le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- K. le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- L. indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- M. nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.

Nom du projet	Nature du projet	Coût initial prévu	Total à ce jour	Étude logiciel libre	% de réalisations à ce jour	Pénalités
Atrium (programme)	Modernisation des systèmes (refonte – en cours)	15 765 k\$	715 k\$	Oui	5 %	Non
Refonte du site Web	Modernisation des systèmes (refonte – en cours)	489 k\$	246 k\$	Oui	85 %	Non
Visio-Audience	Modernisation des systèmes (désuétude – en cours)	793 k\$	390 k\$	Non	90 %	Non

Pour les sous-questions a), b), d), f), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Web du *Tableau de bord en ressources informationnelles* à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord> .

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
<div>Question</div> <div>G10</div>	<div>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</div> <div>A. les coûts estimés par année ; B. les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; C. les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; D. la liste des fournisseurs; E. une copie du plan de déploiement.</div>

Le Tribunal n'héberge aucune donnée issue de ses systèmes à l'aide de l'infonuagique.

Question G11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
	<p>A. la photocopie;</p> <p>B. le mobilier de bureau;</p> <p>C. l'ameublement;</p> <p>D. la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;</p> <p>E. le distributeur d'eau de source;</p> <p>F. le remboursement des frais de transport;</p> <p>G. le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>H. le remboursement des frais de repas;</p> <p>I. le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>J. l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>i. a) au Québec;</p> <p>ii. b) à l'extérieur du Québec.</p>

	TAQ
Photocopie	2 900 \$
Mobilier de bureau et ameublement	0 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	175 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	9 518 \$
Frais de fêtes (aucuns frais d'alcool)	0 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	3 468 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0 \$
TOTAL	16 061 \$

<div>Question</div> <div>G12</div>	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">A. le coût des contrats téléphoniques;B. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;C. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;D. les coûts de résiliation, s'il y a lieu;E. le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;F. le coût d'acquisition des appareils;G. le coût d'utilisation des appareilsH. les noms des fournisseurs;I. les ordinateurs portables;J. les iPad ou autre type de tablette électronique.
------------------------------------	---

- B. Aucun;
- C. Aucun;
- D. Aucuns.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

[Diffusion de l'information - Services offerts - À propos du Tribunal - Tribunal administratif du Québec \(gouv.qc.ca\)](#)

Question **G13**

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :
- A. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
 - B. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
 - C. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - D. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - E. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - i. le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
 - F. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - G. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - H. le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - I. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - J. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - K. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - L. le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - M. le nombre d'employés permanents et temporaires;
 - N. le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
 - O. le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
 - P. l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
 - Q. le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

- A. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- B. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- C. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- D. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- E. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.

Question **G13**

Suite

- F. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- G. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- H. En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de cette loi.
- I. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- J. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- K. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- L. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- M. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- N. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.
- O. Cette donnée n'est pas disponible.
- P. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et les organismes.

Question **G13**

Suite

Q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Régions	2023-2024	
	Postes vacants	ETC non comblés
Capitale-Nationale	6	-
Régions	7	-
Montréal	3	-
Total	16	

Source : RAPPORT SAGIR – Suivi des postes et des effectifs au 29 février 2024.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
<div>Question</div> <div>G14</div>	<p>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 :</p> <p>A. le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p> <p>B. le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>C. le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>

- A. La réponse à ces questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :

- Aucun
- C. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats pour 2023-2024 :

- Quatre (4) retraités engagés pour un ou des contrats

Question **G15**

- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d’eux :
- A. l’emplacement de la location;
 - B. la superficie totale pour chaque local loué;
 - C. le coût total de ladite location;
 - D. les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2023, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
 - E. la durée du bail;
 - F. le propriétaire de l’espace loué;
 - G. en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.
 - H. la superficie totale réellement occupée;
 - I. la superficie inoccupée;
 - J. le coût de location au mètre carré;
 - K. les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

L’emplacement de la location	Coût total (12 mois)	Superficie (m²)	Coûts d’aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l’espace loué
500, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	2 889 049 \$	6 120,48	-	-	Information SQI	Alfid services immobiliers Itée
575, rue Jacques-Parizeau, Québec	1 921 393 \$	5 105,93	-	-	Information SQI	Mutuelle Beneva
170, rue de l’Hôtel-de-Ville, Gatineau	50 790 \$	173,39	-	-	Information SQI	Société québécoise des infrastructures (SQI)
125, rue Jacques-Athanase, Rivière-du-Loup	42 059 \$	182,25	-	-	Information SQI	Société québécoise des infrastructures (SQI)
689, 3 ^e avenue, Val-d’Or	23 786 \$	101,77	-	-	Information SQI	Arduro Itée
375, rue King Ouest, Sherbrooke	18 645 \$	84,86	-	-	Information SQI	Société québécoise des infrastructures (SQI)
530, rue Notre-Dame, Joliette	12 489 \$	42,49	-	-	Information SQI	2973-2369 Québec inc.
25, rue de Martigny Ouest, Saint-Jérôme	3 772 \$	74,98	-	-	Information SQI	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Total	4 961 983 \$	11 886,15				

Question **G15**

Suite

L'information fournie en réponse aux sous-questions concernant l'emplacement de la location, la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

TAQ : [Diffusion de l'information - Services offerts - À propos du Tribunal - Tribunal administratif du Québec \(gouv.qc.ca\)](https://gouv.qc.ca)

<div>Question</div> <div>G16</div>	<div>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :</div> <div>A. la liste des actifs excédentaires inoccupés; B. la valeur estimée de ceux-ci; C. les coûts d'entretien annuel; D. le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</div>
------------------------------------	---

Aucun.

<div>Question</div> <div>G17</div>	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <div><div>A.</div><div>B.</div><div>C.</div></div> <div><div>les dates des travaux;</div><div>les coûts;</div><div>le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</div></div>
------------------------------------	--

Des travaux de peinture ont été effectués par la prestataire de services « Les entreprises Gaston Turcotte et Fils inc. » au cours de l'automne 2023 au coût de 5 783 \$.

<div>Question</div> <div>G19</div>	<div>Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</div> <div>A. le nom de l'organisme concerné ou de la personne; B. la circonscription électorale; C. le montant attribué; D. le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</div>
------------------------------------	---

Aucune.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G22	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>A. par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); B. par catégorie d'âge; C. prévisions 2024-2025.</p>

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

<div>Question</div> <div>G24</div>	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>A. le coût de chacun; B. le fournisseur; C. la nature du service. D. S'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
------------------------------------	---

Fournisseur	Coût	Description
Publications CCH Itée	17 494 \$	Abonnement juridique
Thomson Reuters Canada	16 712 \$	Abonnement juridique
LexisNexis Canada (Butterworths) inc.	12 537 \$	Abonnement juridique
LexisNexis Canada (Quicklaw) inc.	8 850 \$	Abonnement juridique en ligne
Les publications Mass-Média inc.	2 150 \$	Le courrier parlementaire
Wilson & Lafleur ltee	370 \$	Abonnement juridique
Boutique Egora	253 \$	Revue spécialisée (Médecine)
Le Devoir inc.	139 \$	Abonnement « Le Devoir »
Coopérative nationale de l'information indépendante	90 \$	Abonnement « Le Soleil »
Total	58 595 \$	

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune.

Question **G26**

- Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :
- A. Le nom du site Web;
 - B. le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - C. les coûts de construction du site;
 - D. les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - E. les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - F. le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
 - G. nombre de visiteurs uniques mensuellement
 - H. les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
 - I. la fréquence moyenne de mise à jour;
 - J. le responsable du contenu sur le site.

SOUS-QUESTIONS	RÉPONSES
A. Le nom du site Web	Site Web du Tribunal administratif du Québec
B. Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Ressources internes
C. Les coûts de construction du site	n. d.
D. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les coûts d'hébergement du site Web du Tribunal au MCN s'élèvent à 1 200 \$. On ne note aucun coût pour l'entretien de la solution actuelle en cours d'année.
E. Les coûts de modernisation ou de refonte	246 k\$
H. Les coûts liés à la réservation de noms de domaines	Ces coûts sont inclus dans les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement pour 2023-2024 et les projections pour l'année 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

<div>Question</div> <div>G33</div>	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
------------------------------------	--

Aucune.

Question G34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
---------------------	--

Primes au rendement et bonis	TAQ
Total	0 \$

Source : SAGIR - Primes au rendement et bonis au 29 février 2024.

Question G36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
---------------------	--

Primes de départ et bris de contrat	TAQ ³
Total	0 \$

³ Source : SAGIR - GIR - Primes et Bonis au 29 février 2024

Renseignements généraux		Étude des crédits 2024-2025
Question	G37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

<div>Question</div> <div>G40</div>	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p> <ul style="list-style-type: none">A. la dépense totale (opération et capital);B. les grands dossiers en cours;C. le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;D. préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;E. le nombre de consultants externe attitrés aux dossiers informatiques.
------------------------------------	---

- A. La dépense totale en ressources informationnelles pour 2023-2024 (opération et capital) s'élèvera à 8 538,3 k\$.
- B. Les informations sont disponibles au tableau de bord du site
Web : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.
- C. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- D. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2024-2025
Question	G41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **G42**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

A. la dépense totale relative au paiement des cotisations;
B. la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
C. le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Nom de l'association	Nombre de personnes	Nom du document faisant état de la directive	Coût total
Barreau du Québec	61	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	96 568 \$
Barreau du Québec	19	Lettre du Secrétariat du Conseil du trésor au président de l'association des juristes de l'État	28 061 \$
Chambre des notaires du Québec	2	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	3 342 \$
Chambre des notaires du Québec	1	Lettre du Secrétariat du Conseil du trésor au président de l'association des juristes de l'État	1 671 \$
Ordre des psychologues du Québec	7	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	5 049 \$
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec	6	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	4 265 \$
Ordre des évaluateurs agréés du Québec	8	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	8 486 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	1	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	499 \$
Ordre des urbanistes du Québec	1	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	648 \$
Ordre des agronomes du Québec	1	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	639 \$
Collège des médecins du Québec	10	Lettre du Secrétariat aux emplois supérieurs	18 253 \$
TOTAL	117		167 481 \$

<div>Question</div> <div>G43</div>	<div>Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :</div> <div>A. la date; B. la nature; C. les questions posées; D. les réponses; E. la firme retenue; F. Les coûts.</div>
------------------------------------	--

Aucun.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

Non applicable.

<div>Question</div> <div>G50</div>	<div>Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :</div> <div><div>A. le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;</div><div>B. le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;</div><div>C. la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;</div><div>D. le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.</div></div>
------------------------------------	--

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail*, laquelle peut être consultée à l'adresse suivante : [Politique-cadre en matière de télétravail pour le personnel de la fonction publique \(quebec.ca\)](https://www.quebec.ca/politique-cadre-en-matiere-de-teletravail).

Renseignements généraux		Étude des crédits 2024-2025
Question	G51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Les sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail totalisent 3 441 \$ en 2023-2024.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
<div>Q_{uestion} G52</div>	<div>Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :</div> <div><div>A. les sommes dépensées ;</div><div>B. les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</div></div>

- A. Les sommes dépensées pour des mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale sont de 7 704 \$.
- B. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière sont de 7 704 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G55	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l’obtention d’une certification ou d’un diplôme), conférences, ateliers, journées d’activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l’année 2023-2024. Indiquer :</p> <p>A. le lieu; B. le coût; C. la ou les dates de participation; D. le nombre de participants; E. le nom de la personne ou de l’organisme ayant offert l’activité; F. le nom de la formation ou de l’activité.</p>

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 2, art. 4, paragr. 22 et 23).

[Diffusion de l'information - Services offerts - À propos du Tribunal - Tribunal administratif du Québec \(gouv.qc.ca\)](#)

<div>Question</div> <div>G56</div>	<div>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :</div> <div>A. la liste de tous les concours et tirages réalisés;</div> <div>B. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;</div> <div>C. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;</div> <div>D. la liste des concours qui ont pris fin.</div>
------------------------------------	--

Aucun.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
<div>Question</div> <div>G57</div>	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none">A. le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;B. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;C. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme;D. le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;

- A. Trois personnes sont affectées aux communications.
- B. Le montant dépensé en matière de communications et d'affaires publiques s'élève à 15 198 \$.
- D. Revue de presse électronique : 7 149 \$. Aucune firme externe ou consultant n'a été engagée pour effectuer une veille médiatique et aucun sujet n'a fait l'objet d'une telle veille.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
<div>Question</div> <div>G58</div>	<div>Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :</div> <div>A. le nombre d'incidents de sécurité de l'information; B. le type d'incidents; C. les sommes dépensées en gestion des incidents.</div>

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

<div>Question G59</div>	<div><p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p><p>A. Nombre de stagiaires reçus; B. Heures de stages effectuées; C. Rémunération totale déboursée.</p></div>
--------------------------------	---

Nombre de stagiaires reçus	Rémunération totale déboursée
22	190 400 \$

<div>Question G71</div>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l’objet de d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">A. le nombre d’autorisations;B. le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi;C. le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi;D. le montant accordé;E. les motifs de la demande.
--------------------------------	--

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G72	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :</p> <p>A. le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;</p> <p>B. le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);</p> <p>C. le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</p> <p>D. le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</p>

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée dans le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du Tribunal administratif du Québec.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2024-2025
Question G74	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Aucune.